Article sélectionné dans

La Matinale du 03/10/2018 Découvrir l'application (https://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e)

Démission de Collomb : l'exécutif minimise, les policiers s'inquiètent et, à Lyon, on attend

Les conséquences de son départ se font sentir à l'Elysée, au ministère de l'intérieur et à Lyon, où son retour est comparé à celui d'un « baron médiéval ».

LE MONDE | 03.10.2018 à 22h34 • Mis à jour le 04.10.2018 à 11h20



Passation de pouvoirs entre le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, et le premier ministre, Edouard Philippe, à Paris, le 3 octobre. JULIEN MUGUET POUR LE MONDE

En pleine crise au sommet de l'Etat, Emmanuel Macron a qualifié de « péripétie », mercredi 3 octobre, la démission de Gérard Collomb (/politique/article/2018/10/03/passation-de-pouvoir-de-gerard-collomb-il-faut-fondamentalement-changer-les-quartiers-de-reconquete-republicaine_5363854_823448.html) , au moment même où l'exministre de l'intérieur est arrivé à Lyon pour reconquérir la mairie. « Je vous rassure. Il y a un cap, des institutions, un gouvernement au travail, au service du pays et du peuple français. C'est ce qui compte. Le reste, ce sont des péripéties », a assuré le chef de l'Etat lors de sa visite au Mondial de l'automobile.

« Je ne suis jamais dans le commentaire, je suis dans l'action », a-t-il ajouté, coupant court aux autres questions sur la crise qui agite l'exécutif avec ce nouveau départ d'un poids lourd, remplacé provisoirement par le premier ministre, Edouard Philippe. « Rien de ce qui se passe depuis 48 heures ne s'apparente à une crise politique. L'Etat fonctionne (...), le gouvernement est parfaitement à sa tâche », avait déjà déclaré le président lors du conseil des ministres.

Le remplacement de Gérard Collomb Place Beauvau « est l'affaire de quelques jours », a informé de son côté le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, qui a refusé de préciser si ce remaniement allait être plus large qu'un simple remplacement poste pour poste. En attendant, c'est Edouard Philippe qui joue au pompier de service (/politique/article/2018/10/03/edouard-philippe-premier-ministre-et-premier-flic-de-france_5364120_823448.html): il a affirmé mercredi à l'Assemblée, dans une ambiance

électrique, que la sécurité des Français était « assurée ».

Sur la politique à Lyon: Gérard Collomb avait programmé son retour à Lyon de longue date (/politique/article/2018/10/03/gerard-collomb-avait-programme-son-retour-a-lyon-de-longue-date_5363882_823448.html)

Les policiers « sans ministre »



Le premier ministre, Edouard Philippe, quitte l'Elysée en compagnie du directeur de la police nationale, Eric Morvan, le 3 octobre. JULIEN MUGUET POUR "LE MONDE"

Pas de crise ? Ce n'est pas l'avis de l'opposition qui, à droite comme à gauche, a partagé sa « consternation » devant ce départ précipité de Gérard Collomb. Marine Le Pen a ainsi déclaré, cinglante, sur CNews (https://www.cnews.fr/videos/france/2018-10-03/marine-le-pen-macron-fait-pire-que-hollande-796090) en début de soirée : M. Macron « est en quelque sorte un funambule, il y a du vide en dessous de lui, pas de majorité ou une majorité absente, inexistante, personne n'a émergé à ses côtés ».

« C'est la chienlit au sommet de l'Etat », a commenté Boris Vallaud, le porte-parole du Parti socialiste (PS). « Tout le monde s'est gaussé de François Hollande qui, finalement, avec le recul, ne se débrouillait pas si mal que ça, malgré les frondeurs », a estimé Maurice Leroy, vice-président UDI-Agir à l'Assemblée.

Emmanuel Macron a perdu son troisième ministre d'Etat depuis son arrivée à l'Elysée, après la démission de François Bayrou en juin 2017 et celle de Nicolas Hulot en septembre. Des six principaux membres du gouvernement dans l'ordre protocolaire en place au début de son mandat, il ne reste plus que Jean-Yves Le Drian, aux affaires étrangères.

Le président « n'est plus le maître des horloges », en a déduit Bruno Retailleau, président du groupe Les Républicains (LR) au Sénat. Selon Jean-Claude Delage, secrétaire général d'Alliance, syndicat policier, « les policiers se posent aussi la question de savoir pourquoi ils n'ont plus de ministre » :

« Dans le contexte actuel de menace terroriste, de pression migratoire, de conditions de travail dans la police, c'est ahurissant. »

Lire le récit : Macron-Collomb, les coulisses d'un divorce (/politique/article/2018/10/03/macron-collomb-les-coulisses-d-un-divorce_5363859_823448.html)

L'opposition lyonnaise s'indigne



Georges Képénékian, qui l'avait remplacé à l'hôtel de ville, a convoqué la presse à la mi-journée : « Ma démission doit être actée par le préfet. Dès lors, nous aurons dix à quinze jours pour convoquer un conseil municipal extraordinaire », a-t-il déclaré, ROMAIN LAFABREGUE / AFP

Gérard Collomb, lui, est arrivé tout sourire au milieu d'une forêt de caméras mercredi à Lyon, où il devrait rapidement retrouver son poste de maire, qu'il a déjà occupé pendant seize ans :

« Il n'y a pas crise politique, là où je suis je continuerai à aider le chef de l'Etat (...) je veux qu'il réussisse. »

Georges Képénékian, qui l'avait remplacé à l'hôtel de ville, a convoqué la presse à la mi-journée : « Ma démission doit être actée par le préfet. Dès lors, nous aurons dix à quinze jours pour convoquer un conseil municipal extraordinaire », a-t-il déclaré, en précisant qu'il redeviendrait alors premier adjoint.

Dans l'opposition, le retour du baron local provoque toutefois une certaine indignation. « Des manœuvres d'un autre âge. Bon retour dans l'ancien monde ! », a ironisé Denis Broliquier, maire centriste du 2^e arrondissement de Lyon. Pour le Parti communiste local, « Lyon n'est pas une petite baronnie médiévale ». « Il est temps que Lyon se libère d'un joug féodal », surenchérit la maire du 1^{er} arrondissement, Nathalie Perrin-Gilbert, ancienne protégée de M. Collomb qui votera contre sa réélection.

Dans les rangs du parti macroniste, personne ne s'est pour l'instant aventuré à saluer son retour. La preuve que « les élus de son camp sont gênés par son retour », analyse Pascal Blache, l'actuel maire divers droite du 6^e arrondissement, qui sera sans doute dans la course pour les élections de 2020.

La reconquête devrait être encore plus ardue à la métropole – là où réside l'essentiel du pouvoir –, la loi interdisant désormais de cumuler les deux mandats. Dans une interview au *Figaro*

(http://www.lefigaro.fr/politique/2018/10/03/01002-20181003ARTFIG00295-le-president-de-la-metropole-de-lyon-avertit-collomb-je-ne-suis-pas-un-intermittent.php), son successeur et ancien bras droit, David Kimelfeld, assure que « tout en étant loyal » il n'est « pas un intermittent ou un intérimaire ».

« J'ai toujours dit que si demain il souhaitait revenir (...) je lui laisserais la place (...) mais je ne crois pas que ce soit son intention. »

Lire aussi : Gérard Collomb, l'un des plus courts passages au ministère de l'intérieur

 $(/les-decodeurs/article/2018/10/03/gerard-collomb-l-un-des-plus-courts-passages-au-ministere-de-l-interieur_5364139_4355770.html)\\$